DISSENSIONS: LE FEU DANS LA MAISON OSMAN

HEBDOMADAIRE

le journal

15 DH-2 euros - n°202 Du 2 au 8 avril 2005 www.lejournal-hebdo.com

LE PANTHEON DU MAROC

- Abdelkrim
- Mohammed Ben Larbi Alaoui
- Mehdi Ben Barka
- Allal El Fassi
- Mohamed Ben El Hassan El Ouazzani

Dépôt légal 2001/0012 - ISNN 1114-3576 Directeur de la publication : Aboubakr Jamaï

Les courants politiques se sont appropriés toutes les so

LE PANTHEO

Au cours de l'histoire du Maroc contemporain des personnages, par leurs actes, par leurs discours et leurs réflexions, ont bousculé une société caractérisée par l'immobilisme. Ils constituent le «Panthéon marocain», un monument à inventer pour consacrer la citoyenneté. Des historiens racontent ces hommes qui ont tenté de construire un Maroc moderne.

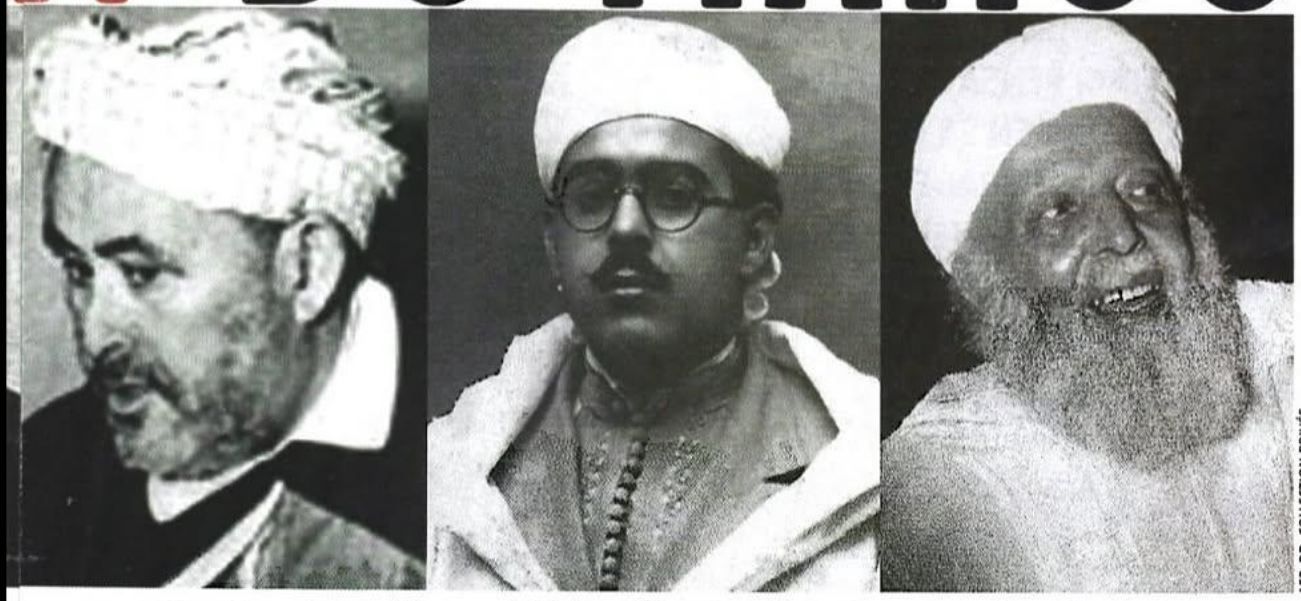
PAR YOUNÈS ALAMI

Le Panthéon, un terme désignant à la fois l'ensemble des dieux d'une religion ou d'une mythologie et l'édifice consacré par les Grecs et les Romains à toutes leurs divinités. Plus tard, il deviendra le monument où reposent les grands hommes d'une nation. Constituer et imposer un Panthéon de grands personnages historiques, offrir des héros ou des figures emblématiques à la postérité, sont des gestes politiques qui n'ont jamais été entrepris au Maroc. Pour quelles raisons ? Le chercheur Mohamed Layadi impute cette démystification des «pères fondateurs» du Maroc contemporain au fait principal que l'hagiographie officielle est une histoire dynastique où «le fait du Prince» domine et marginalise les autres figures. D'autre part, les courants politiques se sont appropriés toutes les sommités de notre histoire. La référence à chaque figure renvoie à une vision de l'Etat national. Et ses différentes appréciations se sont alors trouvées en compétition... à cause de cette filiation politique. Au lieu que les pensées de ces figures s'agrègent, elles ont été fatalement affaiblies par cette concurrence politicienne.

UN TRAVAIL ACADÉMIQUE NÉCESSITE UNE LIBERTÉ TOTALE

D'un côté, on trouve un Etat qui ne se soucie que du «fait du Prince», de l'autre, des partis politiques qui s'approprient les parcours, les faits d'armes de ces figures étiolant par là même la portée idéologique de leurs discours. Il revenait donc aux historiens et à la recherche scientifique d'entreprendre un travail de réhabilitation pour rapprocher ces figures du citoyen sans le prisme obscurcissant de la filiation •••

N DU MAROC



AFP, DR, COLLECTION PRIVÉE

••• partisane. Les contraintes politiques, les rapports de ces figures à la monarchie ont bâillonné la pensée scientifique. Ces personnages ont été soigneusement évités par les historiens marocains, se réfugiant derrière un argumentaire méthodologique, arguant que l'histoire récente n'était pas un sujet académique. Ce sont donc, jusqu'à une date récente, leurs confrères étrangers, moins touchés par le tabou, qui effectueront le travail. Que peuvent apporter ces personnages à la pensée démocratique ? Chacun, à une période donnée de l'histoire du Maroc contemporain, s'est d'abord distingué par une volonté d'indépendance vis-à-vis du pouvoir absolu du roi. Au retour de Mohammed V, Belarbi Alaoui pourtant nommé ministre conseiller de la Couronne, se distingue par un discours moderniste et gêne parfois le Palais par des positions jugées radicales. Pour Belarbi, ni les cheikhs de confréries qui prétendent être les héritiers spirituels du Prophète ni les chorfas, ses descendants charnels, ne peuvent prétendre à la Siyyada. Puisque celle-ci, dans l'ordre cosmique, appartient à Dieu seul et dans l'ordre profane, au peuple... ce qui constitue en soi les prémices de la laïcité.

ABDELKRIM UTILISÉ

L'historiographie marocaine contemporaine n'a voulu retenir d'Abdelkrim que l'homme d'Anoual, celui qui était à l'origine de «L'épopée d'or et de sang». Pourtant, son apport à la relation entre le sujet et le puissant aurait pu être le ferment d'une nouvelle vision de la citoyenneté. Quant à Ben Barka, sa vie fut un galop effréné, une course irraisonnée contre le temps. Pourtant, à part l'indépendance du Maroc, il n'achèvera aucune des grandes tâches qu'il s'est fixé. Ne reste dans l'inconscient collectif marocain que l'épisode lugubre de son assassinat. Pourtant sa pensée restera la seule matérialisation évidente de la confrontation du cartésianisme avec la pensée féodale makhzenienne. Allal El Fassi a tenté de mettre en place un premier statut moderne de la condition de la femme. Ces dialogues constructifs, résolument avant-gardistes, avec d'autres ouléma plus conservateurs, ne laisseront aucune trace. Quant à El Ouazzani, une des personnalités méconnues du 20ème siècle, il sera le seul à envisager de nouveaux rapports entre la monarchie et les citoyens. Si un certain nombre de politiques actuels s'inspirent des réflexions de ces immenses personnages, très peu en revendiquent la filiation intellectuelle. Une filiation intellectuelle, terreau du débat et du développement. Parce que l'histoire est le ciment de la modernité. ■

Ben Larbi Alaoui

ABDELKRIM KHATTABI LUI ÉCRIT DU CAIRE : «LE MAROC A GRAND BESOIN D'UN SAUVEUR... ET IL N'Y A PAS PLUS MÉRITANT QUE VOUS POUR ACCOMPLIR CE DEVOIR SACRÉ.

PAR MAÂTI MOUNJIB,
HISTORIEN

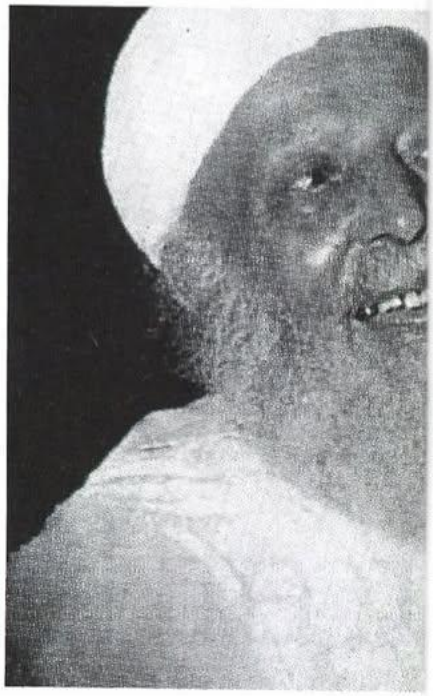
Mon islamité est au-dessus de mon arabité, mon arabité au-dessus de ma marocanité et ma marocanité est au dessus du trône ; je suis au service du trône tant que le trône est au service du Maroc».

C'est par ces paroles que Cheikh al-Islam Belarbi Alaoui annonce à Mohammed V sa démission du poste de ministre-conseiller de la Couronne. Il le fait pour protester contre la campagne de répression menée par le prince héritier Moulay El Hassan contre les Résistants et les dirigeants de l'Armée de libération proches de la gauche. Cette campagne commence le 15 décembre 1959, par l'arrestation, pour délit de presse, de Mohammed Basri et Abderrahmane Youssoufi, respectivement directeur et rédacteur en chef de Libération, l'organe de presse de l'A.L.. Elle va se poursuivre jusqu'en février 1960.

UN HOMME QUI SAIT DIRE NON

Le fqih Mohammed Belarbi Alaoui, connu pour ses positions de principe, ne peut accepter «l'injustice» que subissent d'authentiques patriotes alors que d'anciens collaborateurs commencent à relever la tête en cette année-tournant. Le Cheikh, vénéré, a déjà quatre-vingt ans mais garde toute sa fougue et sa vivacité d'esprit. Il renonce également à ses émoluments officiels et se retire dans la région de Fez. Il occupe ses journées en se consacrant à la lecture et à l'élevage de quelques bovins. Passionné par les chevaux, le fqih Belarbi, en avait acheté un quelques années plus tôt, au tout début de la conquête coloniale française. Il avait hypothéqué pour cela ce qu'il avait de plus cher : ses livres. Il achète des armes et met le cap sur l'Atlas central. Son but est de rejoindre les troupes du grand Résistant Moha Ou Hammou Zayani. .

Une dizaine d'années plus tard, Belarbi Alaoui s'enthousiasme pour le mouvement de Abdelkrim Khattabi et appelle les gens à rejoindre son armée. Durant les années trente et quarante, le propre domicile du fqih, qui occupe pourtant de très hautes fonctions officielles, est ouvert aux militants nationalistes. Il leur sert même, à un certain moment, de coordonateur non-déclaré. D'après les renseignement des autorités coloniales de Rabat (1935), Belarbi Alaoui reçoit des visites de Ahmed Balafrej, Mohammed Lyazidi, Belhassan El Ouazzani. «... D'autres nationalistes fassis seraient reçus, à leur passage à Rabat, par Ben Larbi et s'inspireraient le plus souvent des conseils qu'il leur prodigue pour coordonner leur action». De fait, ayant été professeur à la Qaraouiyinne, les jeunes nationalistes ne sont autres que ses propres élèves. C'est lui également qui établit la pratique des Leçons du Ramadan afin de pouvoir, au nez et à la barbe du colonialisme, «inculquer» les principes du patriotisme et de l'islam réformiste au jeune sultan Benyoussef et à son entourage. En 1944, alors qu'il occupe les fonctions de Wazir Al Adliya, il n'hésite pas à défendre, en Conseil des ministres, le Manifeste de l'indépendance. Il déclare à cette occasion *«les combattants de l'Atlas, du Souss et du Sahara avaient versé leur sang pour la liberté du Maroc. Comment alors pourrions-nous hésiter pour signer un papier ?»*. Mohammed V, malgré son courage, est obligé par le colonialisme de dénoncer l'Istiqlal car la pérennité du trône est en jeu. Tous les ministres makhzéniens font •••



Cheikh Al Islam

••• de même à l'exception de Cheikh al-Islam. Il est exilé à Qsabi puis à Mdaghra dans le Tafilalet. Une sévère épidémie de typhus sévit à l'époque dans la région. Est-ce une simple coïncidence ? Ou la volonté de se débarrasser du fqih aux moindres frais politiques. Mieux, Belarbi, déjà très célèbre dans sa région natale, répond à toutes les sollicitations pour accomplir les rituels religieux des victimes de l'épidémie. A ceux qui lui conseillaient de se préserver des risques de contagion il répondait, invariablement et gaiement, en chantonnant une célèbre phrase de son héros personnel Moha Ou Hammou : *Wallahi mani tammaë, la wallah mani ghaddar !.*

UNE HAIE D'HONNEUR POUR UN PRISONNIER

On affirme même que le Commandant Henry, chef d'annexe à Ksar Souk, aurait organisé une haie d'honneur pour le fqih exilé. En tout cas le cheikh et son fils Mustapha, qui tient à l'accompagner durant son exil, ne manquent de rien grâce à la bienveillance de l'officier français qui reconnaît au fqih sa qualité de Résistant.

Belarbi finit par être libéré, en 1946, par le Résident libéral Erik Labonne. Mais il aura plus d'une fois maille à partir avec les futurs Résidents généraux comme Juin et Guillaume. En 1953, celui-ci exerce de fortes pressions sur lui afin qu'il reconnaisse Ben Arafa et dénonce ce que les colonialistes appellent le «terrorisme». Il oppose un refus catégorique. La seule réponse que les émissaires du Résident général reçoivent est «la violence engendre la violence». Il prend de nouveau le chemin de l'exil. Vers le fin fond du Souss, cette fois-ci.

Au retour de Mohammed V, il est nommé ministre-Conseiller de la Couronne. Il se distingue par un discours moderniste et gêne parfois le Palais par des positions jugées radicales. Après sa démission, Abdelkrim Khattabi lui écrit du Caire : «le Maroc a grand besoin d'un sauveur... et il n'y a pas plus méritant que vous pour accomplir ce devoir sacré. En avant avec la bénédiction de Dieu ! Dieu ne vous abandonnera point».

IL AFFRONTE L'HAGIOGRAPHIE CHARIFISTE

A plus de quatre-vingts ans, il devient sympathisant du parti de Ben Barka. Il préside même la séance d'ouverture du deuxième congrès de l'Union nationale des forces populaires : Au lieu de la formule traditionnelle : «Alhamdoulillah wassalatou wassalamou âla sayyidina Mohammed...», il énonce : «Alhamdoulillah wassalatou wassalamou âla Mohammed... wa sayyidouna hoûa Allah.» Par cette simple modification, le Cheikh subversif énonce un programme de révolution culturelle et politique : de fait, le confrérisme en «divinisant» le Prophète a fait de lui un écran entre le créateur et sa créature. Pour Belarbi, il y a un seul Sayyid (seigneur) c'est Allah. Donc ni les cheikhs de confréries qui prétendent être les héritiers spirituels du Prophète, ni les chorfas, ses descendants charnels, ne peuvent prétendre à la Siyyada. Puisque celle-ci, dans l'ordre cosmique, appartient à Dieu seul et dans l'ordre profane au peuple. Pour un «Alaoui», c'est le comble de l'abnégation citoyenne. C'est un acte sacrificiel symbolique consenti sur l'autel de l'égalitarisme universel. Il a d'autant plus de signification que c'est loin d'être un simple coup de corne politique au régime de vérité en place. C'est l'expression d'une profonde conviction personnelle. Le fqih n'a -t-il pas été emprisonné une première fois, avant même l'établissement du Protectorat, sur dénonciation du Naqib des Chorfas alaouites car il avait osé – quel affront à l'époque !- épouser une «ammiya» ou roturière ?

Quelques temps avant son décès, Belarbi confirme ses convictions démocratiques en rejetant la constitution octroyée. Il affirme dans une interview à la presse que le souverain n'a aucunement le droit de légiférer. A sa mort, la première personne qui vient présenter ses condoléances à la famille est le père Denis Martin, responsable du centre catholique de Tioumliline. Une profonde amitié liait les deux religieux. ■

A l'indépendance Cheikh Al Islam s'opposera à la campagne de répression menée par le Prince héritier Moulay El Hassan contre des dirigeants de l'armée de libération.

COLLECTION PRIVÉE

AFP

Né dans une famille modeste de Rabat, Mehdi Ben Barka est connu pour son désintérêt de l'argent et du confort matériel. Ainsi, à sa sortie de prison en 1946, il préfère se consacrer à l'action militante moyennant une maigre indemnité versée par l'Istiqlal, à reprendre son travail de professeur. A partir de cette année et jusqu'à son arrestation début 1951, il vivra fort parcimonieusement. Un de ses anciens amis témoigne qu'un jour, alors qu'il lui rend visite, vers la fin des années quarante, Mehdi lui demande un emprunt car, souffrant, il n'a pas de quoi s'acheter les médicaments nécessaires.

Ben B

Malgré son rôle et son audience, Ben Barka évite parfois de se manifester au grand jour ou ne le fait que par à coups. Ce qui fait de lui un homme de l'ombre autant qu'il est un homme public. Ainsi, peu de personnes sont au courant que Mehdi Ben Barka est au centre des négociations entre le Gouvernement provisoire algérien et de Gaulle, négociations qui aboutissent à la reconnaissance de l'indépendance algérienne. A Evian, en avril 1961, les journalistes apprennent que la conférence de presse tenue par les dirigeants du FLN sera organisée, pour des raisons de sécurité, via un écran de cinéma. La salle est pleine à craquer de journalistes accourus de partout dans le monde. C'est la première déclaration de la partie algérienne. La surprise est grande quand Karim Belkacem, le premier apparu sur le grand écran, annonce : *«Chers frères, Mehdi Ben Barka vous parle !»*. Un journaliste présent raconte : *«Qu'on imagine la réaction des correspondants de la presse internationale... J'ai vu certains journalistes quitter leur siège,* •••

La vie de Ben Barka est un galop effréné, une course irraisonnée contre le temps.

arka, l'icône

••• *avant même que Ben Barka ne commence son intervention, afin de télégraphier, les premiers, l'information ...».*

L'ARROGANCE DE HASSAN II L'INSUPPORTE

Sa vie est un galop effréné, une course irraisonnée contre le temps. Pourtant, à part l'indépendance du Maroc, il n'achèvera aucune des grandes tâches qu'il s'est fixé. Ni l'Etat moderne, ni la société développée, ni le parti révolutionnaire, ni l'unité du Tiers-Monde, à quoi il s'attache dans les dernières années de sa vie, ne verront le jour. Mais, ses exploits politiques marquent les esprits. Ainsi, après une très longue absence du Maroc, il est élu en mai 1963, avec 90 % des voix, dans le quartier Yaâkoub Al-Mansour de Rabat. C'est au cours de ses meetings électoraux qu'il s'écrie, visant Hassan II, devant la foule qui l'ovationne : *«la khoudouâ wala rekouâ baâda alyaoum ! Aîydou !»* : «Dorénavant, plus de soumission, plus d'échine courbée ! Répétez !»
Un simple charbonnier que Ben Barka soutient dans la capitale obtient également près de 90 % des suffrages et défait un ministre. Pourtant, ce triomphe électoral n'est que le chant du cygne de sa carrière politique nationale. C'est dire dans quel mépris les gouvernants tiennent l'institution électorale.
Mehdi est connu aussi pour ne pas avoir sa langue dans sa poche. C'est ce qui lui attire, entre autres, l'hostilité du Palais et notamment celle de Hassan II : Lors des négociations avec Mohammed V en vue de la formation du gouvernement Abdellah Ibrahim fin 1958, Ben Barka déclare aux journalistes, «en off», que le Maroc est menacé par un coup d'Etat que prépare la Prince héritier Hassan.
Ben Barka use de mots qui vont droit aux coeurs des Marocains. Ses expressions et exclamations frappent l'esprit des militants. *«Nous le considérions comme un prophète»*, m'affirme, plein d'émotion, un ancien de l'U.N.F.P. C'est pourquoi on lui donne plus de pouvoir qu'il n'en a en vérité.
Quand, au milieu des années cinquante, l'Istiqlal refuse de financer les projets militaires de Abbès Messaâdi, celui-ci en veut avant tout à Ben Barka. Alors qu'il est loin de contrôler la bourse du P.I., Mehdi est

«NOUS LE CONSIDÉRIONS COMME UN PROPHÈTE», AFFIRME, PLEIN D'ÉMOTION, UN ANCIEN DE L'U.N.F.P.

PAR MAÂTI MOUNJIB,

HISTORIEN

considéré comme le premier responsable du parti. Aussi, lorsque vient pour la France le moment de chercher des interlocuteurs, un grand journal de New York conseille à Paris : *«si la France veut préserver ses intérêts essentiels au Maroc, il faut qu'elle prenne contact très vite avec Ben Barka»*. Cette propension naturelle au leadership finit par faire croire à beaucoup de monde que Ben Barka décide de tout et pour tout. Ce qui en définitive contribue à lui donner un poids et une autorité politiques exceptionnels.
Ainsi, malgré la collégialité qui régit l'U.N.F.P. (Ben Barka n'en est ni le Président, ni le porte-parole officiel), quand le régime marocain décide de détendre ses relations avec la gauche, il cherche avant tout à entrer en contact avec Ben Barka. Pourtant, celui-ci, en exil à l'étranger, ne cesse d'affirmer que ses camarades du secrétariat général peuvent trancher pour le parti et qu'il se conformera à leurs décisions.

LA MASSE L'ADULE, LE MICROCOSME LE CRAINT

Une bonne partie des dirigeants qui l'entourent le craignent ou le jalousent mais la masse, les militants de base l'adulent pour sa modestie et son charisme. Il sait se mettre au niveau de monsieur-tout-le-monde. Il sait parler au paysan de la Chaouia comme au petit bourgeois de Fès. Son sens de l'humain, son autoritarisme marginalise, sans que ce soit nécessairement à dessein, ses camarades de la direction. Cette réalité a beaucoup joué dans la paralysie de l'U.N.F.P. Ses réactions aux événements, parfois impulsives et sans concertation avec la direction du parti, le font passer pour un «individualiste» qui utilise le «médiatique» pour s'imposer directement au niveau populaire. C'est avec la masse des militants, et plus particulièrement les jeunes intellectuels, que Ben Barka se sent le plus à l'aise. Il aime refaire le monde avec eux, leur apprendre un tas de choses : comment lire le «journal», comment rédiger un communiqué voire comment préparer tel ou tel plat. *«Il pensait à tout quand il était avec nous. A la fin de chaque rencontre, il insistait pour qu'il y ait un moment de distraction. Une séance d'histoires drôles ou toute autre forme de détente étaient proposées»*, affirme Mohammed Baroudi, un de ses jeunes partisans.

DIPLOMATE ET IMPULSIF

Ben Barka avait l'esprit souple et le caractère agréable, bien qu'il lui arrivait de se mettre en colère. Le vénérable fqih Mokhtar Soussi qui n'était pas toujours politiquement d'accord avec Ben Barka, lui lança un jour, durant leur séjour en prison, au début des années cinquante : *«je te verrais bien ministre des Affaires Etrangères : tu es la personne la plus apte à rencontrer chacun avec l'humeur qui convient»*.
Lorsque le gouvernement de Pierre Mendes-France décide d'esquisser une ouverture en direction des nationalistes marocains, il nomme, à cet effet, en mai 1954, Francis Lacoste, comme Résident général. Celui-ci demande au Général Miquel de rendre visite aux prisonniers d'Aghbalou Nkerdous. Il sollicite essentiellement un long entretien avec Ben Barka, alors que le camp compte une quarantaine de dirigeants nationalistes, dont plusieurs font figure de vétérans. De même, le Général Juin considère Ben Barka comme le chef de file des nationalistes du Conseil du gouvernement alors qu'il n'en est même pas membre. C'est ce qui lui vaut d'être le premier dirigeant de l'Istiqlal à être envoyé en exil au début des années cinquante.
Ben Barka n'est pas un homme de positions mais n'a pas l'habitude, non plus, de marchander ses principes. Ainsi, lorsque éclate la «guerre des sables» entre le Maroc et l'Algérie, en octobre 1963, il n'hésite pas, alors que la majorité des dirigeants de son propre parti se range derrière Hassan II et l'armée royale, à qualifier l'affrontement d'*«agression traîtresse contre la révolution algérienne»*. Sa popularité en pâtit. De même, sa liberté de ton comme ses liens avec Pékin et Che Guevara lui ferment des portes à Moscou. Mais il n'en a cure. ■

AFP

Allal El fassi a pu développer ainsi une approche assez singulière de la chari'a, en alliant une culture classique irréprochable et une bonne dose de pragmatisme politique.

Allal El Fassi,

Allal El Fassi a ouvert au parti de l'Istiqlal des perspectives d'instrumentalisation de la chari'a, avec un discours politique qui prend ses distances avec la salafiya classique. Cette position a permis au parti d'atténuer les effets de la concurrence islamiste, ses idéologues pouvant toujours puiser dans le corpus légué part le zaïm : celui-ci était parmi les premiers à se référer à Sayyid Qotb dont il était l'ami, et à discuter Al Chatibi et sa théorie du fiqh maqassidi, en vogue actuellement chez les islamistes.

Allal El fassi a pu développer ainsi une approche assez singulière de la chari'a, en alliant une culture classique irréprochable et une bonne dose de pragmatisme politique. *«Si on analyse la chari'a dit-il, nous constatons qu'elle se base en premier sur la dimension émotionnelle (wijdan) de l'homme et non sur les forces du pouvoir. Les systèmes judiciaire et international ne sont que des modalités administratives qui s'occupent des affaires des hommes plus que de leur jugement. Ces lois ont pour fonction d'assurer le bonheur des hommes et de gérer leurs intérêts. Elles n'ont pas pour fonction de les contrôler ou d'intervenir dans leurs affaires privées. L'objectif de la loi islamique étant l'intérêt de l'homme, vicaire dans la société à laquelle il appartient et responsable de-* •••

le zaïm mythique

••• *vant Dieu qui l'a mandaté pur diffuser équité et justice, et assurer le bonheur spirituel et social».*

Cette idée, développée par Allal El Fassi, se retrouve systématisée - et plus proche de la doctrine istiqlalienne actuelle- dans les travaux de Ghallab.

Les fondements du pouvoir s'articulent autour de trois idées-force qui renvoient directement à la tradition islamique : un lieu de la souveraineté autonome (oumma), un mécanisme de participation et d'élaboration de la décision (choura), et un artifice de ratification consensuelle (al-ijma').

CONTROVERSE THÉOLOGIQUE

Ce sont ces trois concepts-clefs qui structurent l'idée de démocratie chez les salafistes de l'Istiqlal, conférant une place centrale à l'institution monarchique.

La contribution de l'Istiqlal à la restauration de la monarchie n'a cependant pas empêché Allal El Fassi, chaque fois qu'il se situait sur le terrain de la controverse théologique, de développer des thèses assez contraires aux termes de la négociation politique. El Fassi revisite d'abord la théorie de la séparation de l'Etat et de la religion. L'Etat, du point de vue de l'islam, n'est pas autre chose qu'un groupe de représentants de la communauté musulmane, qu'elle a choisi pour appliquer les préceptes de sa religion et les recommandations de son prophète. L'expression

AU DELÀ DE LA PERSONNALITÉ DE L'HOMME, LES ÉCRITS D'ALLAL EL FASSI SE SONT QUELQUES FOIS SITUÉS EN PORTE-À-FAUX AVEC LE DISCOURS CONSENSUEL DE L'ISTIQLAL.

PAR MOHAMED TOZY*, POLITOLOGUE

«l'islam est Etat et religion n'est pas suffisante pour expliciter ce que vise l'islam. Il est plus correct de dire l'islam est une religion seulement. La religion comporte plusieurs dimensions concernant la foi, le culte, le pouvoir les transactions et la justice. L'Etat n'a d'existence que pour l'intérêt de la religion...».

Il reste la question cruciale, préalable à toute construction politique. Pour nous dit-il, *«le fondement de la souveraineté en islam est un double contrat entre Dieu et ses créatures d'un côté et gouvernants et gouvernés de l'autre. Il n'y a pas d'obéissance à une créature si celle-ci désobéit à Dieu. La souveraineté originelle est à Dieu seul alors que la souveraineté " pratique " est fondée sur la volonté du peuple qui désigne ceux qui le lient et le délient. Sur ce constat, on peut dire que les fondements du pouvoir en islam sont la volonté du peuple musulman sollicité par le biais d'une Constitution écrite qui est le Coran... ».* Le pouvoir de la communauté est lié par sa conformité aux sources de la chari'a islamique. C'est là la grande différence entre la théorie de la souveraineté en islam et les autres.(..) Si Allal El Fassi avait survécu à sa visite à Ceausescu en 1974, il aurait été ravi d'utiliser le concept de «chouracratie», inventé vingt ans plus tard par l'Algérien Mahfoud Nahnah, leader actuel du mouvement islamiste Hamas. Une bonne partie de sa production doctrinale est un plaidoyer pour concilier mécanismes démocratiques et théorie de la souveraineté d'origine divine déléguée aux croyants et exercée par une élite en contrepartie de l'obligation de consulter (choura) : *«Le commandement divin qui nous impose la consultation n'est pas venu pour répondre à une demande de la collectivité qui a reçu la révélation. Il n'est pas non plus la résultante d'une évolution historique des Arabes. Ceux-ci étaient politiquement très arriérés. Malgré cela, Dieu a décidé de hisser les peuples musulmans au rang des peuples qui utilisent la consultation parce qu'il s'agit d'un impératif de la chari'a qu'on ne peut changer qu'avec le changement du vécu des gens. La chari'a ne descend pas au niveau des sociétés arriérées ; au contraire, elle les relève à son niveau pour qu'ils puissent s'intéresser à la chose publique, exprimer leurs opinions et contrôler les gouvernants».* (..)Invité à commenter les élections municipales et communales de 1960, Allal El Fassi avait répondu en ces termes :

«{...} Notre pays est un pays musulman et l'islam a toujours recommandé la consultation du peuple par ses gouvernants dans tous les actes qui relèvent de la vie publique. La tradition a montré que le Prophète et les chefs musulmans ont suivi cette voie chacun selon son tempérament et selon les exigences du moment. Au Maroc, cette consultation, et même des élections ont toujours été la caractéristique des institutions démocratiques dans ce pays, depuis la Jama'a tribale jusqu'à la bay'a, qui est une sorte de référendum pour le souverain, en tant que chef spirituel et temporel de l'Etat».

VOLONTÉ POPULAIRE

C'est que, pour Allal El Fassi, la oumma est souveraine, et «lier le prince (l'émir), ou le tuteur (ouali al amr), par la choura et l'échange des points de vue, ne constitue pas une innovation ; le Coran insiste sur le caractère obligatoire de la consultation. La délégation du pouvoir par le prince à ceux qu'il considère -lui-même ou la oumma- comme compétents est une pratique conforme à l'organisation des régimes islamiques, depuis que le Prophète a été représenté dans la conduite de la prière et celle de la guerre».

En conclusion, El Fassi n'hésite pas, arguments théologiques à l'appui, à affirmer que le fondement de tout pouvoir réside dans la volonté populaire. Il s'agit là d'une interprétation très particulière. Cette volonté populaire est toujours médiatisée et exprimée à travers une oligarchie, une élite à statut prescrit. ■

* *In «Monarchie et islam politique au Maroc», Mohamed Tozy, Presses de Sciences Po, pp 135-141*